

Déclaration de politique budgétaire 2027

1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire pour 2027 réaffirme l'engagement ferme du gouvernement à assurer la reprise économique, rehausser la prestation de services et veiller à une croissance économique durable avec pour but ultime d'améliorer continuellement le bien-être de tous les citoyens du Vanuatu.

La présente déclaration de responsabilité confirme l'engagement du gouvernement concernant la préparation et la finalisation du budget de l'exercice 2027 qui sera soutenu par des politiques économiques et financières fondamentales concordant entièrement avec les exigences légales des articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP 244]. Ces politiques sont conçues pour réaliser les objectifs stratégiques et les cibles énoncés dans le Plan national de Développement durable (PNDD) du gouvernement, appelé Plan du Peuple 2030, en vue d'entraîner la croissance économique et d'améliorer la prestation de services dans toute la République de Vanuatu.

L'article 9 de la loi FPGE exige que le gouvernement :

- précise ses politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 de la loi FPGE exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
 - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
 - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2027 cadre totalement avec les articles 9, 10 et 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP. 244].



Hon. Johnny Koanapo Rasou (MP)
Ministre des Finances et de la Gestion économique
Ministère des Finances et de la Gestion économique



M. Roan Lester SUNGHK
Directeur Général
Ministère des Finances et

2. Politiques économiques et financières

La présente déclaration de politique budgétaire énonce les politiques économiques et financières du gouvernement, accompagnées des résultats prioritaires clés nécessaires pour parvenir aux objectifs et aux cibles du Plan national de développement durable (PNDD).

La plus haute priorité du gouvernement en 2027 consiste à entraîner la transformation économique en favorisant un secteur privé compétitif, inclusif et résilient et en développant une infrastructure moderne. Ces efforts encourageront une croissance économique durable et réduiront la dépendance aux importations. Ils seront complétés par des initiatives visant à développer une nation en meilleure santé et mieux éduquée en améliorant les résultats de santé publique et en élargissant l'accès à une éducation et une formation professionnelle de qualité, permettant ainsi de renforcer le capital humain du Vanuatu pour le développement à long terme. Qui plus est, le gouvernement va sécuriser l'avenir du Vanuatu dans un environnement mondial incertain en renforçant la sécurité nationale, la résilience aux catastrophes et la bonne gouvernance afin de protéger la souveraineté nationale, rehausser la stabilité et promouvoir le progrès inclusif.

Pour ce faire, le gouvernement va affecter les ressources financières de manière stratégique afin de parvenir à ces buts prioritaires en 2027.

La présente déclaration de politique budgétaire sert de cadre d'orientation primordial pour la préparation du budget et l'affectation des crédits pour 2027. Le budget est parfaitement aligné sur les principes de gestion fiscale responsable tels qu'énoncés à l'article 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP 244], qui sont cités dans l'encadré ci-dessous et qui exigent que le gouvernement poursuive les objectifs de sa politique budgétaire de manière responsable et durable.

Article 22 de la loi PFGE : Principes de gestion fiscale responsable

1. Réduire, puis gérer la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir en veillant à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice si ces niveaux ne sont pas atteints ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires pour 2027 ont été établies en conformité avec les articles 9, 10 et 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP. 244]. Les politiques, objectifs et cibles budgétaires sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2027.

Les politiques budgétaires 2027 comprennent :

1. les priorités de la politique budgétaire pour 2027 ;
2. les cibles économiques et financières pour 2027 ; et
3. les objectifs de la politique économique à long terme.

A. Les priorités de la politique budgétaire pour 2027

Comme le stipule la loi sur le Pouvoir exécutif, le Premier ministre de la République de Vanuatu est responsable d'arrêter la direction stratégique de la politique du gouvernement et de guider les grandes décisions administratives pour l'ensemble de la République. Cette mission constitue le fondement du développement des priorités de la politique du gouvernement chaque année et de l'alignement du budget national sur ces priorités.

Le Plan national de développement durable (PNDD) continue d'être le cadre national à long terme et de représenter la vision ultime du développement du pays. Le budget de 2027 réaffirme l'engagement du gouvernement à réaliser cette vision et reconnaît le PNDD comme cadre directeur du développement du pays au long terme.

Cependant, le PNDD est nécessairement de nature générale et de long terme. Pour en réaliser les ambitions il faut adopter une discipline séquentielle, avec une bonne coordination sur l'ensemble des pouvoirs publics et une exécution ciblée à terme.

La grande priorité du gouvernement est la transformation économique et ce budget est particulièrement focalisé sur le **renforcement des économies provinciales par la connectivité**. Qui plus est, par l'intermédiaire de ce budget, le gouvernement va soutenir la **construction d'une nation en meilleure santé et mieux éduquée** et la **sécurisation de l'avenir du Vanuatu dans un monde incertain**.

Domaine prioritaire n° 1 – Renforcer les économies provinciales par la connectivité

Objectif

Débloquer des opportunités économiques à travers les provinces du Vanuatu via des investissements ciblés dans des infrastructures de transport terrestre, aérien, maritime et de connectivité numérique permettant de réduire l'isolement, diminuer le coût d'exploitation des entreprises et de faire participer davantage les communautés à l'économie nationale.

Stratégie

Les plus grandes opportunités économiques au Vanuatu ne résident pas uniquement à Port-Vila, mais existent partout dans les provinces. Les communautés de Malekula, Santo, Tanna et dans toutes

les îles possèdent un potentiel important au plan de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des entreprises. Cependant, il est soumis à des contraintes en raison d'un manque de connectivité entre les gens, les marchés et les services et d'investissement dans l'infrastructure, qui empêche de libérer ce potentiel économique.

Pour de nombreuses communautés, le défi en termes de développement économique vient essentiellement de la connectivité. Le mauvais état des routes et des ponts augmente les coûts du transport et limite l'accès à des marchés. L'insuffisance des services aériens limite la mobilité, les opportunités touristiques et les entreprises. Des infrastructures portuaires inadaptées freinent le commerce et l'investissement. Il en résulte que, souvent, des régions productives ne parviennent pas à accéder pleinement aux marchés locaux et internationaux.

Par conséquent, le budget 2027 place l'infrastructure provinciale et de la connectivité locale au cœur du programme économique du gouvernement. Des investissements publics stratégiques dans des routes, des quais, des réseaux numériques et des énergies renouvelables permettront de réduire le coût d'exploitation des entreprises, d'améliorer la connectivité et d'attirer des capitaux tant locaux qu'étrangers. Un aspect crucial consiste à s'occuper des problématiques de tenure foncière pour apporter davantage de clarté et de sécurité pour les investisseurs tout en respectant les droits fonciers coutumiers. En alignant ces efforts sur nos avantages naturels, comme l'énergie renouvelable, les opportunités de transformation numérique et l'attrait touristique, nous saurons diversifier notre économie, créer des emplois à haute valeur et réduire notre dépendance aux importations.

L'investissement dans l'infrastructure agit comme catalyseur puissant pour la transformation économique. Des études ont montré un multiplicateur économique plus élevé que n'importe quelle autre dépense publique en l'espace de 2 à 5 ans. C'est un moteur de changements structurels en stimulant la productivité, en créant des emplois et en diminuant les coûts commerciaux.

Le gouvernement reconnaît que l'infrastructure n'est pas une fin en soi. Le but des investissements dans l'infrastructure est de créer des emplois, favoriser les entreprises, encourager les investissements et améliorer le niveau de vie. Chaque gros investissement dans la connectivité sera évalué en fonction de sa capacité à débloquent des activités économiques, augmenter les revenus et renforcer la croissance à long terme dans les provinces.

Enfin, l'exploitation agricole, la pêche en mer et le soin porté à nos forêts continueront d'apporter des moyens d'existence, des emplois et assurer la sécurité alimentaire pour notre population. Avec un nombre croissant de personnes qu'il faut nourrir et de plus en plus de jeunes gens en quête de possibilités productives de mener des vies satisfaisantes et prospères, le secteur de l'agriculture va incontestablement offrir les meilleures opportunités pour une croissance économique élargie et inclusive. Une croissance bien gérée dans le secteur de l'agriculture et de la pêche est susceptible d'avoir un impact plus significatif sur la sécurité alimentaire, l'atténuation de la pauvreté et l'emploi. Un investissement accru dans une agriculture, une recherche et une vulgarisation capables d'adaptation, axées sur les producteurs, est crucial pour favoriser la compétitivité des petits exploitants agricoles.

En créant des provinces mieux connectées nous pourrions parvenir à un développement national plus équilibré, réduire les disparités économiques entre les îles, renforcer la résilience et aménager une base économique élargie et plus diversifiée, capable de soutenir les générations futures.

Domaine prioritaire n° 2 – Développer une nation en meilleure santé et mieux éduquée

Objectif

Améliorer les conditions de santé publique et élargir l'accès à un enseignement et une formation professionnelle de qualité pour doter le capital humain du Vanuatu des moyens d'assurer le développement à long terme.

Stratégie

La ressource la plus précieuse que possède le Vanuatu est son peuple. Pour s'assurer qu'il est en bonne santé, compétent et en capacité d'entraîner l'avancement de la nation, le gouvernement doit investir stratégiquement dans les systèmes de santé publique et d'éducation. La pierre angulaire de cette aspiration est **Tugeta Yumi Helti**, la campagne de santé publique la plus étendue de l'histoire du Vanuatu – un mouvement national destiné à transformer la situation sanitaire par une série de campagnes trimestrielles ciblées portant sur la nutrition, l'assainissement, la prévention des maladies et la sensibilisation à la santé dans les communautés. Cette campagne sera complétée par une mise à niveau des infrastructures cruciales, en particulier l'établissement d'un service d'oncologie à l'hôpital national du Vanuatu.

En parallèle, les réformes dans l'éducation doivent privilégier la littératie et la numératie, moderniser les programmes scolaires et étendre les options de formation professionnelle pour cadrer avec la demande sur le marché du travail. Les travaux en 2027, tant en matière de santé que d'éducation, continueront d'être focalisés sur la mise en place d'un plan à long terme pour la transformation de ces deux secteurs cruciaux.

En renforçant les systèmes de santé et d'éducation, le Vanuatu saura développer une population qui est non seulement en meilleure santé et mieux éduquée, mais aussi mieux équipée pour participer à la transformation économique du pays et en bénéficier.

Domaine prioritaire n° 3 – Sécuriser l'avenir du Vanuatu dans un monde incertain

Objectif :

Renforcer la sécurité nationale, la résilience aux catastrophes et la bonne gouvernance pour protéger la souveraineté, rehausser la stabilité et garantir l'avancement inclusif.

Stratégie

En cette ère de changement climatique, de tension géopolitique et de chamboulement technologique rapide, la souveraineté et la sécurité du Vanuatu dépendent de son aptitude à anticiper les risques et y répondre de façon décisive. Pour cela, il faut une approche de l'ensemble des pouvoirs publics intégrant sécurité nationale, résilience aux catastrophes et bonne gouvernance.

Le gouvernement doit moderniser ses institutions de sécurité en renforçant les systèmes de surveillance maritime et terrestre, en instituant une agence dédiée à la cybersécurité nationale et en créant une Caisse nationale de rétablissement de sinistres pour garantir une réponse rapide en cas de cyclone, de sécheresse et d'autres catastrophes liées au climat. La transparence, la responsabilisation et la flexibilité financière sont essentielles pour maintenir la confiance du public et attirer les investisseurs, tandis que déléguer de l'autorité aux gouvernements provinciaux et locaux par la décentralisation permettra aux communautés d'avoir les moyens de résoudre les défis qui leur sont propres. En conjuguant ces efforts avec des mesures solides en termes de cybersécurité et des équipes de sécurité au sein des communautés, le Vanuatu pourra non seulement protéger sa souveraineté, mais aussi créer un fondement stable, sécurisé pour le développement durable – un développement qui saura garantir qu'aucun citoyen ne reste vulnérable et exposé à des menaces intérieures ou extérieures.

Attribution initiale d'espace financier aux priorités directrices :

L'attribution de l'espace financier général suggérée initialement à la CBM pour les priorités directrices s'énonce comme suit. Il s'agit tout simplement d'une suggestion de point de départ, plutôt qu'une répartition fixée d'avance. Cela dépend crucialement de la qualité des NPP reçues dans le cadre de chaque priorité. La décision finale en dépendra et elle incombera à la CBM.

1. Renforcer les économies provinciales par la connectivité – 60%
2. Construire une nation en meilleure santé et mieux éduquée – 20%
3. Protéger l'avenir du Vanuatu dans un monde incertain – 20%

Mécanisme de mise en œuvre

Le budget 2027 comporte un élément de focalisation consistant à veiller à ce que certains des processus les plus élémentaires soient accomplis à un haut niveau, notamment en :

1. s'assurant que seules les NPP de grande qualité qui ont été retenues par les analystes techniques concernés au sein du Bureau du Premier ministre et du ministère des Finances et de la Gestion économique sont présentées à la CBM ;
2. demandant à la CBM de relever clairement laquelle ou lesquelles des trois priorités est soutenue par chacune des NPP approuvées et de produire un rapport indiquant l'affectation définitive de crédits à chacune de ces trois priorités ;
3. améliorant le suivi et l'évaluation des NPP qui ont été approuvées. Il s'agit là d'un processus qui sera mené en continu par la DPSPCA.

B. Politiques financières

La politique financière du gouvernement continuera d'être guidée par les principes de gestion fiscale responsable. De concert avec les réformes des pouvoirs publics et la bonne gestion des finances, les politiques financières continueront de mettre davantage l'accent sur la croissance de l'économie en augmentant les recettes de l'Etat et en couvrant les dépenses de ses programmes et activités, tout en rehaussant la prestation de services pour améliorer le bien-être de toute la population du Vanuatu.

C. Actualisation économique pour 2026

Perspectives économiques dans le monde (PEM)

Les perspectives économiques dans le monde du mois d'avril 2026 selon le Fonds Monétaire International (FMI) prédisent une économie mondiale menacée par la guerre déclenchée au Moyen-Orient à la fin du mois de février 2026, aggravant les vents contraires venant des barrières commerciales accrues et de l'incertitude des politiques. Sous la rubrique "prévisions de référence" du FMI, qui partent de l'hypothèse d'un conflit d'une durée, d'une intensité et d'une étendue limitées, avec des perturbations s'estompant dès le milieu de l'année 2026, la croissance mondiale du PIB est prévisionnellement de 3,1 pour cent en 2026 et de 3,2 pour cent en 2027. Cela marque un ralentissement par rapport aux estimations de 3,4 pour cent atteintes en 2025 et reste inférieur à la moyenne historique (2000-19) de 3,7 pour cent. Sans la guerre, la croissance mondiale aurait été révisée à la hausse à 3,4 pour cent en 2026 ; par conséquent, la révision à la baisse reflète principalement les perturbations liées aux conflits, en partie compensées par le report à nouveau des fortes données sur la fin de l'année 2025 et par une réduction des tarifs.

Tableau 1 : Perspectives économiques dans le monde : PIB réel (évolution d'une année à l'autre ; pourcent)

	Perspectives économiques dans le monde								
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Production mondiale	3.3	3.4	3.4	3.1	3.2	3.2	3.2	3.1	3.1
Economies avancées	1.7	1.8	1.9	1.8	1.7	1.7	1.6	1.5	1.5
Etats-Unis	2.9	2.8	2.1	2.3	2.1	2.1	1.9	1.8	1.8
Japon	0.7	-0.2	1.2	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Zone Euro	0.4	0.9	1.4	1.1	1.2	1.4	1.2	1.1	1.1
Marchés émergents et Economies en dév.	4.4	4.5	4.4	3.9	4.2	4.2	4.1	4.0	4.0
Chine, République populaire	5.4	5.0	5.0	4.4	4.0	4.0	3.7	3.3	3.3

Source : Fonds Monétaire International, *Perspectives économiques dans le monde (PEM)*, avril 2026

Les économies avancées, selon les prévisions, devraient connaître une croissance de 1,8 pour cent en 2026 et de 1,7 pour cent en 2027. On s'attend à ce qu'elle s'amplifie de 2,3 pour cent en 2026 aux Etats-Unis, grâce à la politique fiscale et à l'effet à retardement du relâchement monétaire en 2025, et ce malgré le frein persistant causé par les barrières commerciales. Il est prédit que la croissance demeure solide à 2,1 pour cent en 2027, même si l'élan induit par la technologie devrait s'atténuer. La zone euro, elle, est confrontée à une décélération plus accentuée, avec une croissance diminuant de 1,4 pour cent en 2025 à 1,1 pour cent en 2026 et 1,2 pour cent en 2027, le conflit au Moyen-Orient venant s'ajouter aux pressions persistantes sur les prix de l'énergie et l'appréciation de l'euro pesant sur la fabrication. La croissance prévisionnelle du Japon reculerait de 1,2 pour cent en 2025 à 0,7 pour cent en 2026, ce qui reflète le report à nouveau des stimuli financiers contrebalancés par une demande extérieure affaiblie et des prix plus élevés de l'énergie. Au Royaume Uni, il est prédit que la croissance chute de 1,3 pour cent en 2025 à 0,8 pour cent en 2026, pour se redresser à 1,3 pour cent seulement en 2027, la hausse des prix de l'énergie se perpétuant.

Les économies de marché émergentes et en développement sont confrontées à une révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage pour 2026 par rapport à la mise à jour des PEM de janvier 2026, avec une croissance prévisionnelle de 3,9 pour cent en 2026 et de 4,2 pour cent en 2027. Le revers se ressent inégalement : les économies importatrices de produits de base avec des faiblesses pré-existantes sont frappées plus durement par la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation et la dépréciation de leur monnaie. La croissance de la Chine a été révisée à la baisse en raison d'une demande intérieure faible et de tensions commerciales, tandis que les perspectives pour l'Inde se montrent encore relativement résilientes. Il est prédit que l'Amérique latine et les Caraïbes connaissent une croissance de 2,3 pour cent en 2026, avec l'Argentine anticipant une reprise. Le Moyen-Orient et la région d'Asie Centrale sont durement touchés, avec une croissance révisée à la baisse de 2,0 points de pourcentage pour 2026 à cause du conflit. L'Afrique sub-saharienne et les pays en développement à bas revenu sont confrontés à des révisions significatives à la baisse car ils se débattent avec des contraintes d'endettement et le choc des prix des produits de base.

Après avoir reculé au cours des dernières années, l'inflation mondiale augmenterait selon les prévisions, à cause des pressions sur les prix des produits de base induites par le conflit. On s'attend à ce que l'inflation mondiale globale monte à 4,4 pour cent en 2026 avant de diminuer à 3,7 pour cent en 2027, ce qui représente des révisions à la hausse pour ces deux années par rapport à la mise à jour des PEM de janvier 2026. Dans les économies avancées, l'inflation prévisionnelle est de 2,5 pour cent en 2026, tandis que les marchés émergents sont confrontés à des taux d'inflation plus

élevés et persistants du fait des bouleversements du commerce et de la volatilité des cours des produits de base.

Le FMI souligne que les risques penchent fortement du côté négatif. Dans un scénario défavorable avec des hausses plus importantes et persistantes des cours de l'énergie, la croissance mondiale ralentirait à 2,5 pour cent en 2026 et l'inflation atteindrait 5,4 pour cent. Dans un scénario plus grave, comportant des dégâts à des infrastructures énergétiques cruciales et une fermeture prolongée du détroit d'Hormuz, la croissance mondiale pourrait tomber à 2,0 pour cent seulement en 2026, avec une inflation globale proche des 6 pour cent d'ici 2027, ce qui amènerait l'économie mondiale au bord de la récession. La probabilité d'une récession aux Etats-Unis est estimée à environ 35 pour cent et la probabilité d'une inflation globale mondiale supérieure à 5 pour cent en 2026 est sensiblement plus élevée à 38 pour cent.

Les perspectives à moyen terme restent ternes. Il est prédit que l'économie mondiale s'amplifiera à une cadence de tout juste 3,1 pour cent en moyenne au cours de la période 2028-2031, reflétant une fragmentation géo-économique, une diminution de l'intégration commerciale et un ralentissement de la productivité. Le FMI prévient qu'un revirement de l'intégration mondiale entraîné par la politique pourrait diminuer le PIB mondial au long terme de 0,3 à 7,0 pour cent après 10 ans.

Recommandations en termes d'orientation : Le FMI recommande instamment aux décideurs de politique de prévoir avec soin la séquence du relâchement monétaire pour équilibrer croissance et inflation, de poursuivre une consolidation financière et d'appliquer des réformes structurelles de façon à stimuler la participation et la productivité de la main-d'œuvre. Il est crucial de renforcer la coopération commerciale multilatérale pour atténuer la fragmentation. Dans le contexte actuel, le FMI souligne que la probabilité de scénarii plus graves augmente progressivement avec la continuation des hostilités, ce qui rend indispensable de faire preuve de flexibilité au plan des politiques.

Perspectives économiques dans la région (PER)

La croissance moyenne dans les Pays Insulaires du Pacifique (PIP) est prévisionnellement de 2.8 percent en 2026, avec un ralentissement à 2,4 pour cent en 2027, les retombées du conflit au Moyen-Orient aggravant les perturbations du commerce mondial et accentuant les incertitudes. Les grandes économies dans la région, Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et les Etats fédérés de Micronésie, sont confrontées à des trajectoires divergentes, influencées par leur dépendance au tourisme, à l'exportation de produits de base, aux envois d'argent et à des financements extérieurs.

Parmi les plus grandes économies, la Papouasie Nouvelle-Guinée est en tête, avec une croissance de 3,8 pour cent en 2026 soutenue par la réouverture de la mine d'or de Porgera et des cours élevés pour le cacao et le café, bien que les détaillants sur le marché intérieur soient soumis à des pressions sur leurs marges à cause de la dépréciation du kina et de la hausse du salaire minimum. Samoa suit avec une croissance à 3,2 pour cent, stimulée par un nombre croissant de touristes, en hausse de 3,4 pour cent au début de l'exercice 2025/26, et par une résilience des envois d'argent s'élevant au total à US\$556,9 millions, avec des réserves étrangères couvrant 14,6 mois d'importations. Fidji est prédit croître de 2,4 pour cent, le FMI ayant relevé un ralentissement du tourisme au début de 2026 et des

pressions fiscales croissantes au plan financement qui pourraient limiter les dépenses et augmenter le coût des emprunts. Tonga atteint 2,3 pour cent attribuable à des subventions pour la reconstruction suite à l'éruption volcanique et à des envois d'argent en hausse, mais le pays ferait face à une chute à 1,3 pour cent d'ici 2027 car la croissance potentielle à moyen terme est plafonnée à tout juste 1,3 pour cent en raison d'une émigration persistante et de son exposition aux catastrophes. Les Etats fédérés de Micronésie enregistrent la performance la plus faible, à 0,7 pour cent, les investissements publics financés par le Compact n'apportant qu'un soutien modeste par rapport au frein dû à l'émigration causée par le changement climatique et à des pénuries de compétences.

Selon les prévisions, l'inflation va s'accélérer de façon marquée, avec un indice des prix à la consommation pour tous articles augmentant de 2,7 pour cent d'ici la fin de 2026, passant à 4,4 pour cent en 2027 et se modérant à 3,0 pour cent seulement d'ici 2028, une trajectoire qui reflète la répercussion de la hausse des cours mondiaux du pétrole et le risque de rebondissements. Par comparaison, en Australie, on s'attend à ce que le taux croisse de 2,0 pour cent en 2026 et en Nouvelle-Zélande de 2,1 pour cent, ces deux pays bénéficiant de perspectives inflationnistes plus stables, du fait de tampons intérieurs plus importants et de leur économie plus diversifiée.

Les risques pour les perspectives sont considérables et penchent du côté négatif. Le choc énergétique de la guerre en Iran a déjà induit une hausse des cours du pétrole dans toute la région, ce qui a amené des gouvernements à Fidji, Samoa et en Papouasie Nouvelle-Guinée à lancer des avis pour éviter le stockage de carburant, les PIP qui dépendent des importations avec un espace financier restreint pour absorber les pics des prix étant touchés de plein fouet. Ceci aggrave encore les pressions existantes résultant des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et de la répercussion des tarifs sur les prix à l'importation. Le changement climatique et les catastrophes naturelles continuent d'être des menaces structurelles persistantes, surtout pour des petits états insulaires comme Tuvalu et Kiribati, tandis que les contraintes institutionnelles et en termes de capacité limitent l'aptitude des gouvernements de PIP à échaffauder des réponses efficaces aux chocs externes qui se chevauchent.

Tableau 2 : Perspectives économiques dans la région : PIB réel (évolution d'une année à l'autre ; pourcent)

PAYS	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<i>Pacifique (Aus&NZ excl.)</i>	3.7	3.9	3.3	2.8	2.4	2.4	2.2	2.1	2.1
Fidji, République	9.4	3.5	3.2	2.4	2.7	3.0	3.1	3.3	3.4
Kiribati	3.3	4.6	4.3	3.1	2.4	2.2	2.2	2.1	2.1
Iles Marshall, République	-5.3	3.0	2.5	3.7	2.0	1.9	1.8	1.6	1.6
Micronésie, Etats fédérés	1.1	2.3	1.1	0.7	1.1	1.4	1.0	0.7	0.7
Nauru, République	-0.3	1.4	2.2	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Palau, République	1.2	12.0	6.3	3.3	2.8	3.2	2.6	2.0	2.0
Papouasie Nlle-Guinée	3.8	3.9	5.6	3.8	3.8	3.2	3.1	3.1	3.1
Samoa	15.2	4.8	4.2	3.2	2.8	2.5	2.2	2.1	2.0
Iles Salomon	2.8	3.0	2.7	2.8	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0
Tonga	2.8	1.7	2.8	2.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Tuvalu	4.0	3.1	2.2	2.5	2.4	2.3	2.0	1.8	1.6
Vanuatu	5.8	3.8	3.1	3.5	3.2	2.8	2.5	2.5	2.5
Australie	2.1	1.0	2.0	2.0	1.7	1.9	2.1	2.3	2.3
Nouvelle-Zélande	2.2	-0.3	0.2	2.1	2.4	2.4	2.3	2.2	2.2

Source : FMI et calculs du personnel

Perspectives économiques pour le Vanuatu (PEV)

Aperçu d'ensemble

L'économie du Vanuatu est pressentie croître de 3,8 pour cent en 2026, en légère progression par rapport aux estimations révisées de 2025 de 3,7 pour cent, reflétant l'élan continu du rétablissement post-tremblement de terre et des fondamentaux sectoriels solides. Ces prévisions ont été validées par le Comité macroéconomique (CME) lors de sa première réunion le 10 avril 2026.

Les perspectives pour 2026 incluent, pour la première fois, les chiffres réels du PIB pour 2023 et 2024 publiés par le Bureau des Statistiques du Vanuatu (BSV), de même qu'une nouvelle méthodologie de chaînage qui donne une représentation sectorielle plus exacte de l'économie nationale. Cette nouvelle méthodologie, conjuguée avec des estimations révisées pour l'agriculture qui relèvent la pondération du secteur dans le PIB total, avait abouti initialement à des taux de croissance globale inférieurs aux taux relevés précédemment. En l'appliquant aux taux de croissance sous-sectoriels du CME 2 2025, on a obtenu des estimations de 3,1 pour cent pour 2025 et de 3,4 pour cent pour 2026. Après une révision utilisant des données en fin d'année 2025, y compris des indicateurs statistiques trimestriels (IST), le nombre de touristes à l'arrivée et les importations pour la construction, les estimations de croissance ont été révisées à la hausse à 3,7 pour cent en 2025 et 3,8 pour cent en 2026. Les chiffres intermédiaires inférieurs reflètent une révision de la pondération statistique plutôt qu'une dégradation de la conjoncture sous-jacente.

Tableau 3 : Produit intérieur brut réel (évolution en %)

	2021	2022	2023	2024	2025e	2026f	2027f	2028f	2029f	2030f
Agriculture, Pêche, Sylvicult.	2.3	4.0	2.2	3.9	5.0	4.4	3.7	3.9	3.3	3.5
Industrie	-0.4	-0.8	14.9	11.0	8.6	9.8	8.6	5.1	4.5	4.3
Services	0.2	5.8	6.7	2.6	3.2	3.3	3.6	3.4	3.6	3.9
Croissance du PIB réel	-1.2	5.6	5.8	3.8	3.7	3.8	3.9	3.7	3.7	3.8

Source : Bureau des Statistiques du Vanuatu et estimations du T1 de 2026 du Comité macro-économique (CME)

L'économie du Vanuatu continue de faire face à des vents contraires du fait de l'incertitude économique dans le monde. Le choc des cours du pétrole au Moyen-Orient a été identifié comme le risque principal côté négatif en ce qui concerne les perspectives pour 2026, avec des effets de répercussion potentiels sur l'inflation intérieure, le coût des intrants dans la construction, le prix du kérosène, le prix des produits alimentaires importés et la confiance des consommateurs. Les effets indirects de la volatilité de l'économie mondiale pourraient avoir un impact significatif sur le Vanuatu du fait d'une diminution du nombre de touristes à l'arrivée et d'une baisse de la demande en termes d'exportation à travers les marchés mondiaux. D'autres défis persistent, notamment le manque de vols intérieurs suite à la liquidation d'Air Vanuatu, des retards dans le démarrage de projets d'investissement en capital, la menace de l'oryctère rhinocéros pour la production de coprah, les risques de cyclones tropicaux, la pénurie de main-d'œuvre, les litiges fonciers et les problèmes de relations avec des correspondants bancaires.

Secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture

Le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture est pressenti croître de 4.4 per cent in 2026, une modération par rapport aux 5,0 pour cent en 2025, avant de se normaliser enocre plus à

3,7 pour cent en 2027. Ce secteur reste crucial pour l'environnement économique du Vanuatu car il contribue fortement aux activités de subsistance et commerciales tout à la fois.

La production de cultures in 2026 affiche une performance mitigée sur l'ensemble des denrées de base. On s'attend à ce que les fruits et légumes se normalisent par rapport à un niveau élevé en l'absence de catastrophes naturelles au cours de la première moitié de 2026, après avoir enregistré une croissance exceptionnelle de 7,0 pour cent en 2025 entraînée par une saison sans cyclone. La noix de coco et le kava ont tous deux été relevés pour 2026 grâce à une forte performance des exportations soutenue par la demande pharmaceutique pour des produits du kava. Le cacao a été révisé à la baisse du fait d'une faible demande extérieure.

La production animale a été révisée à la baisse pour 2026 en raison d'un approvisionnement insuffisant en bétail et de la faiblesse des données sur la fin de 2025. Le sous-secteur de l'élevage de bétail a été réduit pour 2026 du fait de l'insuffisance en termes d'approvisionnement après avoir connu une performance constante en 2025. Le sous-secteur de la sylviculture a lui aussi été révisé à la baisse pour 2026, reflétant une pénurie de main-d'œuvre associée aux programmes de travail saisonnier et un coût élevé des services d'utilité publique, comme confirmé par des interviews menées avec des entreprises de bois dans le cadre d'une enquête sur les entreprises commerciales.

Le rapport aux dépenses pour le secteur de l'agriculture en 2026 inclut une forte performance des exportations d'huile de coco et de kava qui soutient une croissance entraînée par les exportations. La croissance globale du secteur, à 4,4 pour cent en 2026, reflète une bonne production de cultures et la continuation de l'élan du kava, accompagnée d'une normalisation compensatrice dans les sous-secteurs de la sylviculture et de l'élevage de bétail.

Les risques côté négatifs pour le secteur agricole en 2026 incluent une dissémination plus grave qu'escomptée de l'oryctère rhinocéros, des pénuries de main-d'œuvre associées aux programmes de travail saisonnier et des risques météorologiques, de cyclones et de changement climatique. Les politiques recommandées consistent à intensifier les efforts pour enrayer l'oryctère rhinocéros, prévoir des programmes pour relever la productivité agricole en vue de stimuler les salaires et l'attractivité du secteur et renforcer les programmes de réinsertion avec un éventail de compétences locales améliorées et un développement des capacités dans le secteur privé.

Secteur de l'industrie

Le secteur de l'industrie est pressenti continuer à être le composant de l'économie qui connaît la croissance la plus rapide avec 9,8 pour cent en 2026, une accélération par rapport aux 8,6 pour cent en 2025, avant de se modérer à 8,6 pour cent en 2027. La forte performance résulte des activités de reconstruction post tremblement de terre et de la mise en œuvre de projets d'investissement public.

On s'attend à ce que les activités de construction s'intensifient encore davantage en 2026. Les travaux de construction de bâtiments, d'achèvement et d'installation ont tous été révisés à la hausse pour 2026 sur la base d'interviews de l'EEC avec la cellule de gestion de projets du Vanuatu (CGPV) et la société China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), qui confirment que les projets de reconstruction post tremblement de terre et d'infrastructure publique vont s'intensifier en 2026. Vu l'incertitude concernant l'opportunité des déboursements de la part des assurances, on s'attend à ce que les travaux de reconstruction liés au tremblement de terre dans le centre-ville et les quartiers environnants se poursuivent en 2026 et 2027. Le sous-secteur du bâtiment est pressenti

demeurer solide, avec des activités de projets allant au-delà du budget d'investissement en capital et une croissance positive soutenue par le crédit au secteur privé.

Parmi les gros projets d'infrastructure moteurs de croissance, citons la phase 2 des routes à Pentecôte, la phase 2 du projet de transport résilient au climat, la phase 3 des routes à Tanna, le projet de remise en état de la route autour de l'île d'Efate et le projet de routes à Ambae.

Le sous-secteur de la fabrication affiche des performances mitigées selon les activités. La fabrication d'aliments et de boissons a été révisée à la hausse, soutenue par Tusker et la production d'eau, ainsi que par une demande accrue du tourisme. La production des abattoirs a été revue à la baisse vu les faibles données des abattoirs. Le sous-secteur de la distribution d'eau et d'électricité a été abaissé légèrement à 9,0 pour cent pour 2026, ce qui est tout de même 1,0 point de pourcentage de plus que la croissance en 2025. Cela reflète des tendances qui se contrebalancent : le choc pétrolier qui pourrait comprimer la demande en électricité à cause des coûts plus élevés, tandis que les interviews du l'ECC soutiennent des perspectives positives pour les six mois à venir.

Le rapport aux dépenses dans le secteur de l'industrie en 2026 comprend de solides chiffres réels pour la construction sur la période 2024-25 et des projets financés par donateurs et l'Etat appuyant des mises à niveau de la formation brute de capital fixe (FBCF). Il faut s'attendre à des fuites à l'importation de matériaux de construction et le choc pétrolier du Moyen-Orient ajoute un risque de hausse des coûts d'importation.

Des risques de baisse pour le secteur de l'industrie en 2026 incluent des retards dans la mise en œuvre du budget de capital et dans la reconstruction post tremblement de terre en raison de contraintes en termes de capacité, plus le choc pétrolier qui augmente le coût des intrants de construction (carburant, transport et matériaux). Les politiques recommandées incluent de mettre en œuvre les projets d'infrastructure et de rétablissement comme prévu, avec un calendrier clair pour l'achèvement des projets, et de mettre au point des mesures proactives pour isoler l'économie du Vanuatu du choc des cours du pétrole, y compris de prendre en considération des subventions ciblées pour le carburant.

Secteur des services

La croissance prévisionnelle du secteur des services est de 3,3 pour cent en 2026, en hausse par rapport à 3,2 pour cent en 2025 et devrait s'accélérer encore à 3,6 pour cent en 2027. Le secteur bénéficie d'une reprise du tourisme qui se poursuit, d'un commerce de gros et de détail en hausse et d'une expansion des activités de services financiers.

Les secteurs liés au tourisme affichent un élan positif en 2026. Les hôtels et les restaurants ont été relevés de 1,0 point de pourcentage dans l'expectative d'un nombre accru de touristes à l'arrivée. Le nombre de visiteurs a sensiblement dépassé les attentes, avec une forte croissance d'une année à l'autre reflétant le succès de l'entrée de nouveaux transporteurs aériens sur le marché, dont Qantas et Jetstar, les initiatives de marketing du tourisme par le gouvernement et l'afflux de travailleurs pour le rétablissement suite au tremblement de terre. L'expansion de la flotte d'Air Vanuatu encourage des perspectives positives pour le transport aérien avec une croissance à 1,5 pour cent, tandis que l'introduction de nouveaux itinéraires par les compagnies aériennes devrait, selon toute attente, stimuler encore davantage les exportations de services. Les services d'hébergement et de restauration

continuent de se redresser, bien que des problématiques au niveau des vols intérieurs continuent d'affecter le tourisme à Santo, Tanna et d'autres îles du large.

Les activités de commerce de gros et de détail affichent une forte performance, soutenue par des mesures de stimulation de l'Etat et une meilleure conjoncture. La situation de l'entretien et la réparation de véhicules à moteur et des coopérative a été revue à la hausse sur la base de données positives du crédit au secteur privé (CSP) et d'interviews avec ASCO, Carpenter Motors et le département des Coopératives. La croissance pour les compagnies pétrolières a été révisée légèrement à la baisse pour tenir compte des risques de baisse résultant du choc du prix du pétrole au Moyen-Orient. Le commerce de détail en particulier affiche une croissance solide, entraînée par des effets liés à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des initiatives dans le crédit au secteur privé (CSP) qui ont favorisé les dépenses de consommation.

Le secteur des transports affiche des tendances variées au plan de la performance en 2026. Celle des transports terrestres et maritimes, des bus et des taxis a été révisée légèrement à la baisse pour refléter la répercussion possible des prix du pétrole, en partie compensée par le tourisme. Le transport aérien est maintenu à 1,5 pour cent pour refléter l'expansion de la flotte d'Air Vanuatu. La situation d'autres services a été revue à la hausse, entraînée par un nombre croissant de sociétaires à la Caisse nationale de prévoyance (CNPV), des services professionnels et techniques à l'appui des projets de construction, un fort octroi de prêts du CSP et une solide performance des banques et des assurances.

Le rapport des dépenses pour le secteur des services en 2026 inclut une consommation élevée escomptée suite aux interviews de l'EEEC dans le commerce de gros et de détail et des données positives du CSP. L'exportation de services a elle aussi été relevée compte tenu d'une performance constante du tourisme et d'une expansion des itinéraires proposés par les compagnies aériennes.

Les risques de baisse pour le secteur des services en 2026 incluent de nouveaux retards dans le rétablissement de tous les itinéraires aériens, internationaux et domestiques, le choc pétrolier entraînant une hausse des coûts du kérosène et des annulations de vols et le préjudice à long terme causé à la réputation du Vanuatu en tant que destination pour le tourisme et l'investissement par des problématiques avec les compagnies aériennes. Les politiques recommandées consistent à prioriser la connectivité aérienne intérieure et le rétablissement des itinéraires internationaux, à surveiller l'évolution de la situation au Moyen-Orient et en évaluer l'impact sur le tourisme et les coûts de transport, et intensifier le marketing et la promotion de la destination.

Risques et perspectives

Les risques pour les perspectives du Vanuatu en 2026 se trouvent de manière générale partagés entre le positif et le négatif. Les risques du côté positif comprennent une reprise du tourisme plus rapide qu'escomptée, comme ce fut le cas en 2025, ainsi que des progrès rapides au plan des projets de reconstruction suite au tremblement de terre. L'augmentation sensible des recettes d'Etat en 2025 pourrait aussi favoriser la croissance via des dépenses fiscales.

Par contre, les risques du côté négatif sont dominés par le choc des cours du pétrole dû au conflit au Moyen-Orient, avec une inflation importée qui pourrait nuire au tourisme et augmenter les coûts dans la construction comme dans l'agriculture. D'autres risques du côté négatif incluent ceux qui pèsent sur la connectivité aérienne intérieure et internationale, ainsi que des retards au niveau des projets de construction publics en raison de contraintes de capacité et institutionnelles. La

propagation de l'oryctère rhinocéros continue aussi de présenter des risques pour la production agricole.

Des politiques gouvernementales, dont des subventions pour le carburant, le marketing du tourisme et des programmes pour stimuler la productivité agricole, sont des mesures efficaces pour isoler l'économie du Vanuatu de ces risques. Il est fortement recommandé de lancer des politiques proactives pour protéger l'économie contre le choc pétrolier, y compris en prenant en considération des subventions ciblées pour le carburant, en maintenant le calendrier de réalisation des investissements du budget de capital et en continuant à être focalisé sur le rétablissement de la connectivité aérienne intérieure et internationale.

Tout bien considéré, ces développements soutiennent le point de vue que l'économie du Vanuatu se trouve sur une trajectoire de croissance régulière. La construction, l'agriculture et le tourisme continuent d'être les principaux moteurs d'expansion et l'intégration de données réelles du PIB en 2023 et 2024 offre une base statistique plus solide pour faire des prévisions futures. Le CME prédit une croissance du PIB réel de 3,8 pour cent en 2026, en légère accélération par rapport aux 3,7 pour cent en 2025, reflétant l'élan continu au plan de la reprise post tremblement de terre et des fondamentaux sectoriels solides.

Actualisation monétaire

La Banque de Réserve du Vanuatu (BRV) a maintenu sa position en matière de politique monétaire au 8 avril 2026, en gardant le taux directeur inchangé à 2,75 pour cent depuis septembre 2024. Cette décision part d'un juste milieu étudié avec soin entre le besoin de soutenir la reprise économique et la nécessité de préserver la stabilité des prix et financière compte tenu des pressions inflationnistes extérieures actuelles. Les réglages directeurs clés sont restés les mêmes, notamment le dépôt de réserve légale (DRL) à 5,50 pour cent, le ratio de suffisance de capital (RSC) à 12,0 pour cent, et le ratio d'avoirs liquides (RAL) à 5,0 pour cent. La banque continue de gérer l'excès de liquidité par des opérations sur le marché ouvert, en maintenant l'émission d'effets de la BRV à VT1.900 millions par émission tout en en réduisant la fréquence de quatre à trois fois par mois.

Depuis 2025 la Banque a constamment atteint ses objectifs directeurs. L'inflation (cible 1) s'est sensiblement atténuée, reculant à 0,8 pour cent au trimestre à fin décembre 2025, soutenue par une baisse des prix mondiaux des produits de base, l'appréciation du vatu par rapport au dollar US et la stabilité des conditions d'approvisionnement de produits alimentaires locaux. En même temps, les réserves officielles brutes en monnaie étrangère (cible 2) continuent d'être solides, avec des chiffres préliminaires pour mars 2026 atteignant environ VT82,6 milliards, bien au-dessus du seuil minimum de couverture des importations, et ce grâce en majeure partie aux rentrées d'argent au titre de l'aide au développement.

On s'attend à ce que les réserves officielles brutes s'atténuent en 2026 tout en restant supérieures au seuil minimum de quatre mois de couverture des importations. Cette évolution reflète la demande croissante pour des importations entraînée par la reprise économique, des prix mondiaux élevés pour les produits de base et un ralentissement des rentrées de subventions extérieures. Néanmoins, des mesures appropriées devraient, selon toute attente, permettre de gérer ces pressions et soutenir la stabilité du marché des changes.

Les conditions monétaires ont continué de soutenir la croissance sur l'année jusqu'en février 2026. La masse monétaire s'est amplifiée de 8 pour cent sous l'impulsion d'augmentations des crédits au secteur privé et d'avoirs nets étrangers. Les crédits au secteur privé restent solides à 6,4 pour cent par rapport à février 2025, notamment dans des secteurs clés comme le tourisme, la construction et les services, soutenant ainsi le rétablissement suite au tremblement de terre. La situation de crédit net de l'Etat dans le système bancaire s'est détériorée aussi bien sur le mois que sur l'année jusqu'en février 2026, reflétant principalement une diminution des dépôts du gouvernement détenus par la BRV. Dans le même temps, il y a amplement de liquidité dans le système bancaire avec un taux élevé de réserves excédentaires.

Il est prévu que la masse monétaire s'amplifie encore en 2026, étayée par une augmentation continue des avoirs nets étrangers provenant de rentrées d'argent en lien avec des services gouvernementaux, des projets financés par donateurs et des revenus d'investissement, ainsi que d'une expansion soutenue du crédit au secteur privé. Le crédit au secteur privé devrait, selon toute attente, rester robuste, traduisant une meilleure confiance dans le milieu des affaires et la continuation de la reprise à travers des secteurs clés de l'économie. Il se peut que les créances nettes vis-à-vis du gouvernement augmentent, bien que cela pourrait être en partie compensé par une meilleure perception de recettes et le maintien d'un soutien extérieur pour le budget. En attendant, on s'attend que ce que la liquidité du système bancaire continue d'être suffisante, avec des réserves excédentaires restant à un niveau élevé.

Le secteur bancaire continue de faire preuve de résilience. Les banques sont bien capitalisées avec un ratio de suffisance de capital de 23,8 pour cent à la fin de 2025, bien supérieur au minimum réglementaire. La qualité des actifs s'est améliorée, les prêts défaillants ayant reculé à 10,2 pour cent de la totalité des prêts en février 2026. La rentabilité s'est fortement renforcée, soutenue par des gains plus élevés et une diminution des coûts de dotation aux provisions. La situation de liquidité reste elle aussi solide, avec un ratio d'avoirs liquides à 48,4 pour cent en février 2026, bien supérieur aux niveaux requis, bien qu'il soit inégalement réparti entre les institutions. Généralement parlant, le système financier reste stable, sain et capable de soutenir la croissance économique. Il reste toutefois des risques – tout particulièrement en termes de qualité du crédit, de chocs extérieurs et des problématiques actuelles relatives aux relations de correspondant bancaire – et ils vont continuer à être surveillés de près.

Inflation

Concernant l'avenir, on s'attend à ce que le taux d'inflation se maintienne dans la fourchette ciblée par la BRV de 0 à 4 pour cent jusqu'en 2027. L'inflation moyenne sur l'année augmenterait légèrement selon les prévisions, à 1,5 pour cent en 2026 et à 2,8 pour cent en 2027, reflétant des activités intérieures renforcées assorties de pressions extérieures telles que la hausse des prix du carburant et de l'alimentation et les incertitudes dans le monde. Le régime des taux de change va continuer à ancrer la stabilité des prix et la Banque se tient prête à adapter sa politique si les risques inflationnistes s'accroissent.

Taux de change

Les mouvements du vatu vis-à-vis des principales devises étrangères utilisées pour les échanges commerciaux reflètent l'évolution des conditions économiques et financières chez les principaux

partenaires commerciaux du Vanuatu. En février 2026 le vatu s'est apprécié de 0,7 pour cent d'un mois à l'autre par rapport au dollar américain, de 2,2 pour cent par rapport au dollar néo-zélandais et de 2,1 pour cent par rapport à l'euro, tandis qu'il s'est déprécié par rapport au dollar australien de 0,2 pour cent. Ces mouvements sont en grande partie le reflet de divergences au plan de la politique monétaire chez les principaux partenaires commerciaux du Vanuatu, en particulier la position de resserrement monétaire prise par la Banque de Réserve australienne en comparaison d'autres banques centrales qui ont maintenu leurs taux directeurs. D'une année à l'autre, le vatu s'est apprécié par rapport au dollar US (5,0 pour cent), mais s'est déprécié par rapport au dollar australien (8,3 pour cent), au dollar néo-zélandais (0,9 pour cent) et à l'euro (7,8 pour cent) respectivement.

D. Gestion budgétaire

Le budget 2027 sera mis au point et appliqué alors que l'économie se remet encore des effets du tremblement de terre de magnitude 7,3 en décembre 2024, ainsi que des crises d'approvisionnement de carburant dans le monde dues au choc des cours du pétrole au Moyen-Orient. Le gouvernement va continuer à surveiller la situation et pourra peut-être continuer à mettre en œuvre les mesures fiscales nécessaires pour protéger l'économie des retombées de la crise géopolitique. Indépendamment des efforts de rétablissement en cours, le gouvernement va continuer à renforcer sa mise en conformité concernant les recettes et en même temps encourager les agences opérationnelles à lever des recettes additionnelles en 2026 par une mise en conformité rigoureuse avec l'administration fiscale et l'application d'initiatives de génération de recettes, tant existantes que nouvelles. Cela permettra de garantir que le gouvernement couvre ses programmes et activités de dépenses tout en gérant son niveau d'endettement. A ce propos, le gouvernement continuera de s'assurer qu'un budget équilibré est présenté et adopté par le Parlement cette année pour exécution l'année prochaine, en conformité avec les conditions requises de la loi sur FPGE [CAP 244].

En outre, le gouvernement continue de remercier ses partenaires au développement et compte sur leur aide financière l'année prochaine pour parvenir aux résultats prioritaires de sa politique budgétaire qui sont alignés sur le PNDD, ou Plan du Peuple 2030.

E. Dette publique et financement

Une gestion efficace et effective de la dette publique est cruciale pour préserver la viabilité financière du Vanuatu, surtout compte tenu des défis économiques récents. Le gouvernement reste voué à équilibrer les besoins de financement pour le développement avec le maintien de la dette à des niveaux soutenables, guidé par la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SGDMT) 2025-2028. Cette stratégie permet au gouvernement de bien identifier et gérer les risques et d'être transparent dans la comptabilisation de la dette publique, tout en favorisant la collaboration avec des parties prenantes et des partenaires au développement pertinents.

Telles qu'arrêtées en juin 2026, les premières estimations indiquent que la dette publique du Vanuatu se montait au total à VT 62.067,54 millions, représentant 37,9% du PIB (basé sur des valeurs nominales prévisionnelles). Elle est composée de VT 43.157,60 millions sous forme de dette extérieure (26,3% du PIB) et de VT 17.758,4 millions sous forme de dette intérieure (11.5% du PIB). Pour 2027, il est estimé que l'endettement total augmenterait à VT 65.114,4 millions. Toutefois, avec

des prévisions de hausse nominale en 2027, le ratio de la dette au PIB devrait s'améliorer, selon les estimations, à 34,7% avec des emprunts extérieurs de VT42.734,1 millions (22,8% du PIB) et une dette intérieure à VT22.380,3 millions (11,9% du PIB).

Viabilité de la dette et risques

L'analyse de la viabilité de la dette (AVD) menée par le Fonds Monétaire International (IMF) en 2025, dans le cadre de laquelle il mène plusieurs scénarios de tests de tension, a indiqué un risque élevé de détresse d'endettement général, car la valeur actuelle (VA) du ratio de la dette public au PIB dépasserait prévisionnellement le seuil à titre indicatif des 55% à partir de 2032 et au-delà, une année plus tôt que prévu précédemment. La notation du risque de détresse d'endettement extérieur s'est améliorée par rapport à l'AVD précédente, passant de 'élevé' à 'modéré', principalement grâce à la reprise graduelle du tourisme et du compromis passé avec les créanciers de la compagnie aérienne nationale, ce qui a réduit les risques du côté négatif. Dans le scénario de référence de base, les indicateurs d'endettement extérieur restent au-dessous de leur seuil, tandis que la diminution des emprunts à court terme a renforcé davantage le profil d'endettement.

Pour atténuer ces risques, le gouvernement poursuit plusieurs stratégies qui sont également mises en relief dans la stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2025-2028 publiée récemment.

- **Privilégier le financement à des conditions de faveur**
 - Mobiliser des prêts à des taux de faveur auprès de partenaires multilatéraux et bilatéraux pour financer des priorités de développement essentielles.
 - S'assurer que tout nouvel emprunt reste compatible avec l'AVD et favorise une croissance économique durable.
 - Renforcer la coordination avec les partenaires au développement pour mieux aligner les financements sur les objectifs de développement national.
- **Renforcer la gestion des risques et des coûts**
 - Mettre en œuvre la SGDMT 2025–2028 pour dicter les emprunts sur la base de considérations de coûts-riques.
 - Publier un plan annuel d'emprunt pour rehausser la prévisibilité et la responsabilité.
 - Surveiller et gérer les risques de refinancement, des taux d'intérêt et des taux de change à l'aide d'indicateurs appropriés.

Développement du marché de l'emprunt intérieur et viabilité

Le marché intérieur a manifesté de l'intérêt pour des titres à court terme comme le montre la première émission de bons du trésor avec une échéance à trois mois en novembre 2025, qui a abouti à une surabondance de souscripteurs. Une demande accrue pour des instruments à court terme a conduit à prévoir des bons du trésor en 2026 et 2027, y compris à court terme. Les principaux participants sur le marché à présent incluent deux banques commerciales, Bank of South Pacific (BSP) et National Bank of Vanuatu (NBV), plus la Caisse nationale de Prévoyance du Vanuatu (CNPV), et un petit groupe d'investisseurs composé de sociétés et de particuliers. Certes, approfondir le marché de l'emprunt intérieur reste une priorité, mais l'absence d'un marché secondaire continue de peser sur la liquidité du marché et la participation des investisseurs.

Pour l'avenir, le gouvernement s'est engagé à adopter les approches suivantes, telles qu'énoncées dans la stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2025- 2028.

Développer le marché de l'emprunt intérieur

- Elargir et diversifier la base des investisseurs sur le marché intérieur de façon à réduire les risques de concentration.
- Soutenir la création d'un marché secondaire pour des titres de l'Etat afin d'améliorer la situation de liquidité et l'efficacité du marché.
- Rehausser la prévisibilité et la transparence par une planification régulière des émissions et la communication avec des investisseurs.
- Renforcer la capacité technique au sein du ministère des Finances et de la Banque de Réserve pour gérer les opérations d'emprunt intérieur.

F. Recettes et Taxes

Les rentrées de recettes sont une priorité cruciale pour toutes les opérations du gouvernement. Il est indispensable que les politiques de recettes soient conçues pour favoriser et maintenir une génération stable de revenus sans quoi le gouvernement pourrait connaître des difficultés pour faire face aux obligations de dépenses publiques croissantes et garantir la continuité de la prestation de services dans l'ensemble de la fonction publique.

Les prévisions de recettes de fonctionnement pour l'exercice financier 2026 (subventions exclues) sont estimées au total à VT 46.877,3 millions, soit une hausse de 18,7 pour cent par rapport aux prévisions de recettes pour 2025, à savoir VT 39.480,6 millions. Cette augmentation prévisionnelle vient principalement de la forte performance de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du programme de citoyenneté, assortie d'une meilleure performance de la perception des recettes à travers d'autres secteurs clés au cours de 2025. Les perspectives positives reflètent une résilience économique continue et des efforts renforcés de mobilisation de recettes intérieures.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique, par l'intermédiaire de sa cellule de politique fiscale, est responsable de la préparation des prévisions de recettes annuelles pour l'exercice à venir dans le cadre du processus de formulation du budget national. Ces prévisions sont établies principalement à l'aide de méthodologies de taxation appliquées par rapport aux prédictions de produit intérieur brut (PIB) validées par le Comité macro-économique (CME), en veillant à ce que les estimations de recettes soient alignées sur les hypothèses macroéconomiques courantes et la performance économique escomptée.

Pour l'établissement du budget 2027, la Cellule de politique fiscale poursuivra des consultations avec les ministères, départements et agences productrices de recettes concernés en vue d'évaluer les tendances de génération de recettes, les impacts des politiques et les risques financiers affectant la performance prévisionnelle. Ce processus sera soutenu par le comité de gouvernance des recettes et les prévisions de recettes consolidées définitives seront ensuite présentées à la Commission budgétaire ministérielle pour approbation dans le cadre du cadre budgétaire de 2027.

Certes, la nécessité d'élargir la base fiscale existante reste un élément important pour les finances à moyen terme, mais le gouvernement n'a pas encore donné son accord à l'application de nouvelles mesures de taxation directe. Des réformes éventuelles, dont l'introduction d'une taxe sur les traitements et les salaires, ont été envisagées lors de discussions de politique, mais aucune décision formelle n'a été prise quant à leur adoption. La prise de position actuelle est maintenue, à savoir qu'il est encore possible de parvenir à percevoir davantage de recettes en renforçant l'administration des mesures existantes, en améliorant la mise en conformité des contribuables et en relevant l'efficacité dans la perception des sources actuelles de recettes, avant de s'engager dans des réformes de taxation directe supplémentaire.

La TVA continuera d'être la principale source de recettes pour le gouvernement dans le budget de 2027. Le Service de la Douane et des Contributions indirectes a bénéficié d'un financement en 2026 pour renforcer les ressources dont il dispose pour améliorer ses efforts de mise en conformité et on escompte une meilleure perception de la TVA et des autres taxes qu'il administre. Suite à la directive de la CBM de privilégier l'achat d'un nouveau système de contrôle de la TVA, le SDCI a lancé les premières étapes d'introduction du système de contrôle des ventes. Après les retards rencontrés au cours de la dernière année, désormais le projet avance bien, le SDCI ayant commencé les premières activités de mise en œuvre dans le cadre de cette réforme essentielle d'administration des recettes.

En ce qui concerne le programme de citoyenneté, les prévisions de recettes pour 2026 ont été révisées à la hausse par rapport aux VT 7 milliards qu'il avait été prévu de percevoir en 2025, pour passer à plus de à VT 10 milliards, dans l'expectative d'une nouvelle augmentation de leur perception en 2027. Depuis 2021 les rentrées provenant de ce programme n'ont pas cessé de diminuer en raison de problèmes en rapport avec les dispositifs de correspondant bancaire et des changements en cours concernant les règlements sur la citoyenneté. Or, les réformes entreprises au cours de 2025, dont l'introduction d'un mécanisme de facturation efficace, en plus d'autres améliorations administratives, ont contribué à une nette amélioration de la performance du programme. Cela a abouti à de meilleurs résultats pour les rentrées provenant du programme de citoyenneté en 2025 et vient appuyer les perspectives positives en termes de perception à l'avenir.

Réformes en cours concernant la politique en matière de recettes

Le ministre responsable des Finances et de la Gestion économique a établi récemment un Comité de gouvernance des recettes et un Comité technique des recettes pour aider le gouvernement dans ses efforts de renforcement et d'expansion de la mobilisation de recettes intérieures. De plus, les ministères sont encouragés à constituer leurs propres comités de gouvernance des recettes pour favoriser l'appropriation institutionnelle, perfectionner la coordination et soutenir la mise en œuvre réelle de nouvelles initiatives de recettes à travers les pouvoirs publics.

Les engagements du Vanuatu à l'égard du Forum Mondial de l'OCDE et du Groupe Code de conduite de l'UE

Le Vanuatu poursuit ses efforts pour se conformer aux normes internationales de bonnes pratiques fiscales, y compris celles fixées par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'information à des fins fiscales (Forum mondial) et le Groupe Code de conduite de l'Union Européenne (GCC UE).

Récemment, le Vanuatu a été classé comme "en grande partie conforme" dans les évaluations du Forum mondial de l'OCDE concernant la norme d'échange d'information sur demande (EID). Cela

représente un progrès par rapport à la notation d'évaluation générale antérieure en 2019 comme étant 'partiellement conforme'. Cette notation reflète les efforts continus du pays de veiller à respecter les normes internationales sur la transparence fiscale et l'échange réel d'information.

Le Vanuatu reste sur la liste des juridictions non coopératives en matière fiscale de l'UE en raison de préoccupations au sujet de structures délocalisées qui peuvent engendrer des bénéfices sans substance économique suffisante. Pour y parer, le gouvernement a préparé le **projet de loi sur les entités résidentes (substance économique)** et le **projet de loi sur les entités résidentes (modifications en conséquence)** qui sont tous deux en attente d'adoption par le Parlement. Une fois promulguées, ces réformes devraient favoriser les démarches du Vanuatu pour être rayé de la liste par le Groupe Code de conduite de l'UE.

Recettes en souffrance

Les retards de paiement de recettes continuent de poser un gros problème pour la mobilisation de recettes intérieures, notamment en termes de recettes non fiscales impayées et de dettes de TVA. Une grosse partie de ces arriérés consiste en des dettes de longue date, de pénalités accumulées, d'une faiblesse d'exécution historique et de dettes liées à des entités dissoutes ou inactives. Ces problématiques en cours continuent de mettre la pression sur les efforts visant à renforcer la perception de recettes et à améliorer la performance fiscale en général.

Pour connaître plus exactement quelles sont les créances du gouvernement et renforcer l'administration des recettes, le gouvernement a l'intention de réactiver la Commission nationale de passation par pertes et profits pour qu'elle examine les vieux arriérés et recommander de les passer par pertes et profits selon que tel est justifié. En parallèle, le gouvernement va renforcer l'administration fiscale, la conformité et les mesures d'exécution en vue de minimiser l'accumulation de nouveaux arriérés et améliorer la performance en général en termes de perception des recettes.

Une perception efficace des recettes continue d'être cruciale pour financer les programmes de dépenses du gouvernement tels qu'approuvés et préserver la viabilité financière

G. Programmes et politiques des dépenses

Les affectations budgétaires pour 2027 seront financées par une conjugaison de mécanismes de génération de recettes en vigueur et nouveaux, par des subventions de la part des principaux partenaires au développement du gouvernement et, s'il y a lieu, par l'émission de bons du Trésor pour combler des déficits financiers éventuels. Le budget intégrera des financements du gouvernement et de donateurs pour poursuivre efficacement les buts et objectifs directeurs nationaux, en alignant l'affectation de ressources sur les trois domaines prioritaires énoncés dans la déclaration de politique budgétaire pour 2027. Cette approche a pour but de réduire au minimum la duplication de programmes et le double emploi de ressources tout en assurant une mise en œuvre efficace des politiques et initiatives de dépenses. Conformément à son engagement à l'égard d'une bonne gestion financière et d'une bonne discipline fiscale, le gouvernement va s'efforcer de parvenir à un budget équilibré en 2027 tout en rehaussant la prestation de services et en favorisant une croissance économique durable par une affectation stratégique des ressources.

4. Nouvelles propositions de politique (NPP)

L'attribution d'espace financier pour les NPP en 2027 correspondra aux trois résultats prioritaires de la politique budgétaire définis au point 3.A. Les NPP ne seront prises en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence correspondante et présentées formellement par le biais du système de gestion financière du gouvernement, accompagnées de toutes les pièces justificatives nécessaires.

De plus, les NPP doivent :

- pouvoir être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe financière totale ;
- être accompagnées de propositions bien étudiées et détaillées susceptibles de renforcer les orientations, les programmes et les activités essentielles du gouvernement ;
- s'inscrire dans la capacité du ministère de les mettre en œuvre dans les délais suggérés ;
- être susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ;
- être financièrement viables (si l'activité est pressentie devenir récurrente) ; et
- être susceptibles de générer davantage de recettes pour le gouvernement.

5. Cibles économiques et financières pour l'exercice 2027

Les politiques, objectifs et cibles économiques, financiers et fiscaux suivants sont cruciaux pour l'attribution de ressources financières et en même temps pour parvenir à un budget équilibré en 2027.

Tableau 6 : Cibles de la politique économique et financière

Cibles de la politique économique et financière	Objectifs de la politique économique et financière à long terme
Balance budgétaire Budget équilibré	Balance du budget de fonctionnement positive à moyen terme
Recettes Recettes de fonctionnement prévisionnelles à 30,0 pour cent au moins du PIB	Recettes compatibles avec l'objectif de budget équilibré
Dépenses Dépenses de fonctionnement prévisionnelles à 30,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré

Endettement S'assurer que la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure par rapport au PIB est en-dessous du seuil de 40 pour cent du PIB	Le rapport d'endettement - dette nominale publique et dettes garanties par l'Etat – au PIB reste inférieur à 60 pour cent associé aux risques liés aux catastrophes et au changement climatique
Croissance économique Taux de croissance prévisionnelle du PIB réel à 3,9 pour cent	Le taux moyen de croissance économique annuel est supérieur au taux de croissance démographique
Inflation Inflation prévisionnelle doit se situer dans la fourchette ciblée de 0-4 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

6. Conclusion

La présente déclaration de politique budgétaire a été mise au point et présentée en conformité avec les articles 9, 10 et 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244]. Elle sert de cadre directeur principal pour l'attribution et la finalisation des affectations budgétaires pour 2027 qui seront soumises au Parlement pour adoption avant la fin de l'exercice en cours. Le budget 2027 sera financé grâce à une conjugaison de ressources du gouvernement et de soutien par des partenaires au développement. Ces fonds favoriseront la mise en œuvre des programmes de dépenses, des objectifs directeurs et des cibles prioritaires qui sont énoncés dans la présente déclaration de politique budgétaire de même que dans le Plan national de Développement durable (PNDD) – le Plan du Peuple 2030 – dans le but de promouvoir la croissance économique, d'améliorer la prestation de services et de rehausser le bien-être de tous les citoyens au Vanuatu.